

POLITISER LA QUESTION FISCALE

Souvenons-nous du retour du cœur. On est en 1988-1989, les partis libéraux sont renvoyés dans l'opposition et un gouvernement social-chrétien-socialiste voit le jour sous la bannière du retour du cœur et du cœur aux chiffres. Que faire de la réforme fiscale concoctée par la majorité défunte ? La jeter à la poubelle, l'amender ou la mettre en œuvre. Pas d'hésitation, il faut la mettre en œuvre plus vite et plus fort. Tant pis pour les esprits chagrins qui estimaient avec septante-deux économistes qu'il fallait repenser la réforme pour en faire un instrument de promotion de l'emploi des personnes les moins qualifiées.

Douze ans après, ce sont les sociaux-chrétiens qui sont boutés hors du gouvernement fédéral qui assistent pantois à une réforme fiscale dont l'inspiration était la leur et dont les effets devront être pris lors de la prochaine législature. Entre ces deux réformes, on trouve des similitudes dont les plus importantes sont une réduction importante des recettes fiscales pour les pouvoirs publics, une individualisation poussée des modes de prélèvement, une ignorance des revenus du patrimoine et une croissance des inégalités...

La fiscalité échapperait-elle au clivage gauche-droite alors qu'elle remplit deux fonctions qui séparent nettement les deux camps : la redistribution des revenus et le financement des fonctions collectives ? À croire que les partis politiques n'osent pas sur ce thème indiquer aux citoyens des options claires, des choix, au risque d'être impopulaires à une frange de la classe moyenne qui aime se croire du beau côté du miroir. De là la tactique de la terre brûlée. Dos au vent, on met le feu devant soi pour échapper aux flammes de l'autre

qui ne trouvent plus rien à consumer. Tactique efficace si on veut sauver sa peau, mais pas pour sauvegarder la forêt.

Pourtant, on ne peut pas à la fois refinancer les fonctions collectives et réduire la pression fiscale, lutter contre la pauvreté et accepter un décrochage des prestations sociales par rapport aux revenus du travail, favoriser l'emploi des moins qualifiés et adhérer au discours démagogique sur le rabetage fiscal décourageant les meilleurs, justifier le secret bancaire et se lamenter sur l'argent sale et ses effets dévastateurs.

Les citoyens sont capables d'entendre cela, mais malheureusement les élections ont perdu leur valeur explicative. Face aux médias, tout doit être dit en une minute et demie à l'instar d'un message publicitaire. On occulte la matérialité de l'objet mis en vente pour s'adresser à une espérance ou un phantasme. Affirmer « Avec nous, vous les courageux paierez moins de taxes » procède du même discours que « Boire de l'eau minérale élimine les toxines et donne un moral d'acier ». C'est bien entendu plus facile que d'expliquer le sens qu'une réforme se donne pour promouvoir une meilleure redistribution des revenus, orienter la consommation vers un développement durable, assurer l'avenir des retraites, améliorer le fonctionnement des systèmes judiciaire et sanitaire...

Qu'on nous comprenne bien, La Revue nouvelle ne veut pas dans ce numéro rejeter en bloc tout ce qui s'est fait en matière fiscale depuis quinze ans ni entonner le refrain du discrédit de la classe politique. Elle fait le pari d'expliquer et de « contextualiser » quelques grands enjeux qui concernent les réformes décidées et à venir. Au risque de la technicité, sans doute, mais au profit d'une réflexion politique.

Pierre Reman